

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS
ont lieu le 1er et 16 de chaque mois
se paient d'avance.
LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITOPHES
Trois mois... 5 fr.
Six mois... 9 fr.
Un an... 16 fr.

JOURNAL DU LOT

REVUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS
sont reçues au
Bureau du Journal
du Lot
se paient d'avance
Annonces... 25 c. la ligne
Réclames... 50 c.

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 8
M.M. Lafitte et Co, place de la
Bourse 8, sont seuls chargés
à Paris de recevoir les annonces
pour le Journal du Lot.

Envoyer avec la demande d'abonnement
un bon de poste.

L'acceptation du 1er numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Été.

Table with columns for destinations (Cahors, Mercuès, Parnac, etc.), departure times, and arrival times for various services.

Cahors, le 8 Mai 1875

Le Journal officiel du 6 mai, contient le décret suivant :

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur;
Vu la loi du 15 mars 1849, les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852, les lois des 10 avril et 2 mai 1871 et celle du 18 février 1873;

Art. 1er. — Les électeurs des départements du Lot et du Cher sont convoqués pour le dimanche 30 mai courant, à l'effet de pourvoir au siège de député à l'Assemblée nationale, vacant dans chacun de ces départements.

Par le Président de la République,
Le vice-président du conseil,
ministre de l'intérieur,
BUFFET.

La question belge-allemande continue à préoccuper l'Europe, et plus que jamais elle doit fixer notre attention. La modération et la réserve que la presse française doivent garder, empêchent, peut-être, l'opinion publique d'attacher une importance très grande à la persistance de ce conflit.

Voici le dernier incident de la question :
Avant-hier mardi, à Bruxelles, le ministre des affaires étrangères a donné lecture de la réponse du gouvernement belge à la note allemande. Cette réponse dit que le chancelier de l'empire a vu avec regret le gouvernement du roi décliner les demandes formulées dans la note allemande du 3 février.

delà des termes de sa première réponse. Puis il s'exprime en ces termes :

« Le gouvernement a déclaré que, si les puissances modifiaient leur droit pénal commun de manière à ériger en délit une simple intention ou proposition non agréée, il y aurait à examiner ce problème de droit pénal, et que probablement il suivrait le mouvement, L'instruction de l'affaire Duchesne sera poursuivie activement; mais elle n'est pas terminée.

« Le cabinet de Berlin, se plaçant à un point de vue général, a invité le gouvernement du roi à examiner comment chaque Etat doit remplir en pratique les obligations qui lui incombent et qui ont pour but d'empêcher ses sujets de troubler la paix intérieure de ses voisins, et de porter atteinte aux bonnes relations internationales.

« La législation allemande présentant des lacunes à ce point de vue, le chancelier a prié les autorités impériales de préparer de nouvelles mesures, et invité la Belgique à suivre cet exemple.

« Lorsque le gouvernement du roi aura été instruit des dispositions adoptées en Allemagne et ailleurs pour arriver à ce but, il s'attachera à les étudier dans leurs rapports tant avec les mœurs et les traditions de la Belgique, qu'avec les libertés garanties par la Constitution. Il apportera dans cet examen le désir le plus sincère de concourir au maintien des bonnes relations internationales.

« La Belgique est bien résolue à remplir ses devoirs d'Etat neutre dans un esprit amical et dans l'étendue que leur assigne le droit international. Le gouvernement n'a jamais douté des intentions qui ont inspiré le cabinet de Berlin dans les communications qu'il a faites aux autres puissances garantes de la neutralité belge.

Le ministre après la lecture de sa réponse, a terminé par la déclaration suivante qu'il est permis de trouver au moins obscure.

Parmi les faits dont il est question dans la note allemande, il en est un qui soulève une question particulière de droit pénal : c'est le fait Duchesne. Nous n'avons rien publié. Il vous semblera convenable que cette réserve soit continuée jusqu'à la clôture de l'instruction.

Les autres faits rentrent dans la question plus générale développée dans la note du 15 avril. Les documents diplomatiques sont actuellement connus. J'ai indiqué les questions qui y sont comprises et le point où elles se trouvent. En communiquant avec confiance à la Chambre et au pays le langage que nous avons tenu et les dispositions que nous avons manifestées, nous faisons encore un appel pressant au patriotisme de tous.

Après les lignes qui précèdent, il est bon de lire les nouvelles optimistes, infiniment optimistes, de Paris-Journal qui nous paraît voir

l'ensemble des choses sous un aspect trop favorable :

Il y a quelques jours, l'empereur d'Allemagne annonçait au représentant de la France à Berlin qu'il n'y avait plus aucune crainte de guerre à l'horizon, et des déclarations analogues ont été faites par les représentants de l'Allemagne à Saint-Petersbourg, à Vienne, à Rome, à Londres.

Le prince impérial allemand tenait dernièrement, à Naples, un langage semblable au roi d'Italie. Ces jours-ci, l'empereur de Russie, annonçant sa rencontre à Ems avec l'empereur d'Allemagne, a déclaré que cette entrevue aurait pour effet d'assurer davantage encore la paix du monde.

« Ce n'est pas tout : nous voyons le prince de Hohenlohe, ambassadeur de l'empire d'Allemagne à Paris, s'apprêter à quitter son poste pour aller prendre part aux délibérations du Parlement bavarois. Toutes les paroles, tous les discours recueillis par la chronique diplomatique sont empreints d'un grand esprit de cordialité pour notre gouvernement.

Notre Journal officiel, en publiant ce matin même une assez importante promotion d'officiers généraux qui était demeurée en suspens jusqu'à ce que, sous une autre forme, tout nuage fut dissipé, nous apporte aussi un symptôme de paix.

« Les bruits d'emprunt qui avaient été trop légèrement répandus sont démentis. En un mot, tout concourt à démontrer que la paix ne risque pas d'être troublée, et les Français doivent sans réserve louer leur gouvernement de son attitude si nettement, si résolument pacifique.

Correspondance

DU JOURNAL DU LOT
Versailles, 7 mai 1875.

Des bruits inquiétants ont été remis en circulation au sujet de l'attitude de la Prusse. On disait que le cabinet de Berlin avait fait faire ici des représentations au sujet de l'armée territoriale. Ces bruits sont démentis dans les régions gouvernementales, mais ils concordent trop avec tout ce qu'on sait des dispositions hostiles du gouvernement allemand à notre égard pour qu'il ne faille pas s'attendre à les voir se reproduire périodiquement et persister en dépit de tous les démentis.

D'après d'autres bruits, M. de Bismarck, en assurant le Czar des sentiments pacifiques de la France, se serait plaint à ce souverain des armements de la France, armements qui, selon lui, révèlent des intentions agressives. On ignore complètement ici s'il y a quelque chose de fondé dans ces bruits, mais, somme toute, on paraît assez rassuré, bien qu'on ne se dissimule que la situation exige et exigera de plus en plus un redoublement de prudence et de réserve, de la part du gouvernement français comme de la part des journaux.

Le Conseil des ministres a reçu communication du projet de M. Dufaure sur le Sénat, mais il n'en a pas encore abordé l'examen. Le Conseil, à sa prochaine séance, s'occupera de la loi électorale et de l'attitude à prendre par le gouvernement au

sujet de la grosse question du scrutin uninominal et du scrutin de liste. Je vous ai déjà dit, que le Cabinet tout entier était pour le scrutin uninominal; mais, comme le succès de ce système n'est rien moins que certain, reste à savoir si le gouvernement jugera à propos de faire de son adoption une question de cabinet. Le Conseil commencera probablement aussi, à la séance prochaine, la discussion du projet de M. Dufaure sur le Sénat. Les détails qui ont été publiés à ce sujet par le Temps ne sont pas absolument exacts, en ce sens que ce journal a semblé donner comme définitives des dispositions simplement indiquées comme préférables à telles ou telles autres.

La Gazette de Francfort nous apporte une lettre intéressante de M. Teutsch, député d'Alsace-Lorraine au Reichstag, au maire de Wingen. M. Teutsch rappelle que, si les fonctions de député sont gratuites, chaque député reçoit une carte de circulation sur les chemins de fer allemands. M. Teutsch a usé de cette carte, comme il ne veut rien devoir à l'Allemagne, il a destiné à une œuvre de bienfaisance le produit de la petite économie ainsi réalisée.

Le Times fait ressortir les dangers de la théorie de M. de Bismarck dans son démêlé avec la Belgique et engage vivement le gouvernement anglais à appuyer la fermeté du gouvernement belge « qui est à cette heure le représentant de la liberté fondamentale des sociétés en opposition avec l'erreur momentanée d'un pouvoir fort.

D'après des avis de Constantinople, la cause réelle de la chute du grand vizir se trouverait dans la proposition par lui faite au Sultan de réduire l'effectif de l'armée par mesure d'économie. Le Sultan a déclaré qu'il ne consentirait jamais cette réduction au moment où toutes les autres puissances augmentent leurs armées et leur matériel de guerre.

Revue des Journaux

Francçais.
Parmi les lois que l'Assemblée devra nécessairement voter avant une dissolution dont il faut envisager l'éventualité, sont, au premier rang, la loi électorale et une loi sur la presse. La loi électorale donne lieu, depuis quelque temps déjà, à des débats sérieux et animés. La loi sur la presse, au contraire, avait été peu discutée jusqu'à présent, et, parmi les raisons qu'on peut donner du silence qui s'était fait autour d'elle, nous croyons qu'il convient d'assigner l'hésitation ou même l'embarras que les esprits les plus libéraux éprouvent à demander au gouvernement actuel la pleine réalisation du programme qui fut et qui reste le leur, mais dont ils comprennent fort bien que, sans y renoncer comme principe, il faut qu'ils se résignent à voir ajourner la complète adoption. De leur part, ce n'est point de défaillance, c'est sagesse; c'est reconnaissance d'une vérité qui s'impose à nous et qui nous oblige à admettre que, toujours désirable dans sa plénitude, la liberté reste soumise, dans ses





